

www.delaplanete.org / No 5 novembre 2002

## Notre service de renseignements sur l'environnement

Traducion Alexandre Friederich

### **Occidental Petroleum abandonne son projet de forage en Colombie**

Par Arunima Dhar

L'entreprise pétrolière Occidental Petroleum (OP), située à Los Angeles a annoncé le 3 mai qu'elle abandonnait son projet très controversé de forage dans la région colombienne dite de Siriri (autrefois Samore). Ce champ pétrolier est situé dans une région historiquement contrôlée par les indiens U'wa. Ces derniers se sont opposés au projet pétrolier qu'on voulait leur imposer depuis une décennie, faisant planer la menace d'un suicide collectif, en bloquant le travail sur les sites de forage, et en menant une vaste campagne médiatique contre l'entreprise.

Larry Meriage, porte-parole d'OP, a déclaré quant à elle que la décision de renoncer aux forages exploratoires n'était liée qu'à des questions fiscales... Selon les rapports de la compagnie, les chances de trouver du pétrole étaient d'une sur douze. En juillet 2001, les essais effectués sur les puits tests de Siriri Gibraltar 1 ont échoué malgré des essais sismiques laissant présager une réserve importante de 1,5 milliards de barils sur le site.



Insigne des troupes colombiennes ayant pour mission la protection des puits de pétrole

"C'est la nouvelle que nous espérons! Elle est le résultat du travail des U'wa et de leurs amis dans le monde", s'est réjoui Ebaristo Tegria, le porte-parole des U'wa. Les U'wa, qui considèrent le pétrole comme le sang de la Terre, craignent que les développements pétroliers près de leurs terres les amènent, malgré eux, entre les feux de la guérilla de gauche et les militaires colombiens. Depuis 1986, différents groupes de guérilla ont fait exploser les oléoducs à près de mille reprises, déversant ainsi plus de 2,1 millions de barils de pétrole dans les lacs et le réseau aquatique de la région - ce qui équivaut à huit fois le déversement causé par l'Exxon Valdez. La récente proposition du gouvernement américain de dépenser 98 millions de dollars pour la protection de l'oléoduc le plus visé, le Cano Limon, a avivé les tensions dans la région.

La victoire des U'wa pourrait cependant être de courte durée puisque le gouvernement colombien souhaite attribuer la concession à une autre compagnie. Larry Meriage a déjà affirmé au magazine Business Week que malgré le retrait de la compagnie, "le projet ne mourrait pas". Un représentant d'Ecopetrol, la compagnie d'Etat, a déclaré qu'une poursuite de l'exploration à Siriri était envisagée. Mais solliciter une autre compagnie qui entreprendrait de nouvelles explorations sur cette parcelle controversée ne sera pas chose facile, de l'avis de Kevin Koeming, d'Amazon Watch, une organisation de protection des forêts amazoniennes dont le siège est aux Etats-Unis: "Le battage médiatique fait autour de la campagne contre Occidental Petroleum rend la proposition de sauter dans ses chaussures peu attractive.

### **Une étude affirme les avantages de l'agriculture biologique**

Une étude récente confirme ce que les défenseurs de l'agriculture biologique affirment depuis longtemps: la nourriture biologique contient moins de résidus de pesticides que l'alimentation obtenue par les cultures conventionnelles. Les normes biologiques interdisent aux fermiers l'utilisation de pesticides synthétiques, mais peu d'études à ce jour comparaient les niveaux de pesticides des produits biologiques aux produits obtenus par l'agriculture conventionnelle.

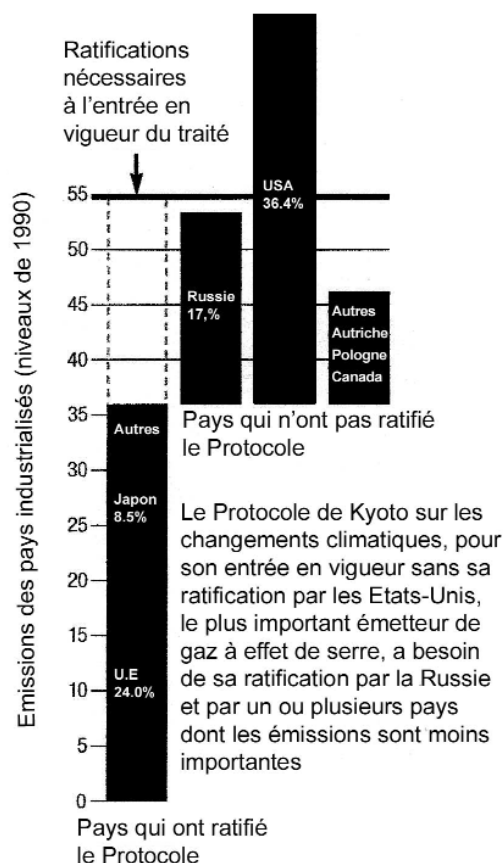
L'étude, publiée en mai 2002 par le journal scientifique Food Additives and Contaminants, a constaté que le risque qu'une alimentation biologique contienne des résidus de pesticide est trois fois moindre qu'en ce qui concerne l'alimentation conventionnelle. Les échantillons obtenus par culture biologique, lorsqu'ils contenaient des traces de résidus, ne contrevenaient pas aux normes fixées par le gouvernement, et ces résidus étaient infimes. Les épinards biologiques, par exemple, présentaient 0,0069 partie par million de rejets chimiques. Le rapport établit en revanche que les échantillons issus de l'agriculture conventionnelle avaient six fois plus de chances de contenir des résidus multiples de pesticides, ce qui peut avoir pour effet l'exacerbation des risques de chaque produit chimique pour la santé.

L'étude attribue également l'origine des résidus chimiques trouvés sur les échantillons biologiques à des exploitations voisines et à des contaminations antérieures de l'eau et des sols par des pesticides ayant une longue durée de vie, plusieurs des produits détectés étant interdits depuis des décennies. Lorsque les chercheurs ignorent les pesticides organochlorés comme le DDT dans leur analyse, le pourcentage d'échantillons présentant au moins un résidu chute de 23 à 13 %.

Pour Charles Benbrook, un des auteurs de l'étude, "nous pouvons maintenant affirmer avec confiance que les méthodes de l'agriculture biologique aident à réduire la présence de pesticides dans l'alimentation humaine". Le rapport analyse plus de 94'000 échantillons provenant de cultures biologiques et conventionnelles sur 20 sites nord-américains. Les données ont été réunies pendant 10 ans par le Département américain de l'agriculture, le Département californien de contrôle des pesticides et l'Union des consommateurs, une ONG basée à New York.

### **On se rapproche de l'entrée en application du Protocole de Kyoto**

Par Elisabeth Bast



L'Union Européenne et le Japon ont ratifié le Protocole de Kyoto cet automne, rapprochant la date d'entrée en vigueur du traité sur les changements climatiques malgré une ferme opposition des Etats-Unis. Le protocole - dont l'application deviendra obligatoire dès que 55 pays, représentant 55% des émissions de carbone en 1990, l'auront ratifié - pourrait donc entrer en vigueur avec seulement deux ratifications supplémentaires.

Les 74 Etats ayant à ce jour ratifié le traité représentent 35,8 % des émissions en 1990. Avec la ratification de la Russie, prévue plus tard cette année, le traité pourrait entrer en vigueur avec la ratification de la Pologne, du Canada, de l'Australie ou d'un groupe de plus petits pays. La Pologne apparaît comme le principal candidat, alors que le Canada est indécis et que l'Australie a déclaré qu'il ne ratifierait pas le traité sans l'engagement des Etats-Unis. Si le traité entre en vigueur, les Etats-Unis, principal producteur de gaz à effet de serre dans le monde, ne seront pas dans l'obligation de réduire leurs émissions.

Les scientifiques s'interrogent sur l'efficacité d'un traité auquel les Etats-Unis ne participeraient pas. Les émissions américaines ont augmenté de 15,7 % entre 1990 et 2001, et il est prévu qu'elles augmentent de 54 % entre 1990 et 2020. Malgré un rapport de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement, qui reconnaissait en juin dernier la responsabilité des activités humaines dans le changement climatique, et les effets environnementaux conséquents de ce dernier, l'administration Bush continue à rejeter le traité avec pour principal argument qu'il affaiblirait l'économie américaine. Dans ce rapport, pour la première fois, l'administration admet pourtant les causes humaines des changements climatiques. Mais le Président Bush s'est empressé de le discréditer en affirmant qu'il fut publié "par la bureaucratie".

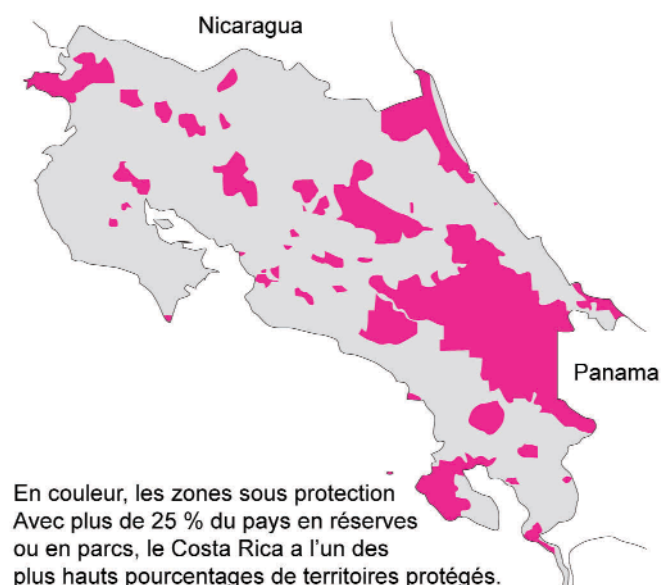
Eileen Claussen, présidente du Centre Pew sur les changements climatiques planétaires, n'a pas de mots assez durs pour qualifier la position des Etats-Unis sur les émissions de gaz à effet de serre et sur le Protocole de Kyoto, qu'elle estime "dangereusement à côté de la plaque". La majorité des pays industrialisés ont déjà reconnu que le réchauffement planétaire est une menace, et que des actions doivent être engagées pour enrayer cette dérive climatique.

Lors de leur ratification du traité, l'Union Européenne et le Japon ont appelé les Etats-Unis à se joindre au Protocole, soulignant qu'un effort concerté était nécessaire pour rendre opératoire la convention sur les changements climatiques.

### ***Le Costa Rica lance des initiatives environnementales***

Par Dave Taylor

Le nouveau président du Costa Rica, Abel Pacheco, a annoncé en juin un plan "pour transformer le Costa Rica en une puissance écologique". Il a déclaré un moratoire sur les projets miniers à ciel ouvert, la lutte contre l'exploitation forestière illégale et la désignation de nouveaux parcs nationaux.



Le Costa Rica a tout intérêt à promouvoir la conservation de son patrimoine naturel puisque le tourisme y est le deuxième secteur en importance économique, après l'agriculture. Le quart du pays s'est vu octroyer le statut de zone protégée, dont la moitié au titre de parcs. Le nouveau parc national, le vingt-huitième, ajoute 1'861 hectares aux 612'000 hectares du réseau déjà existant.

Selon une étude commandée par le gouvernement en 2001, les exploitations forestières illégales sont évaluées à 34 % du total de l'activité. Le décret du président, qui a une incidence légale, établit un système définissant les exploitations légales, et interdit la coupe de 9 heures du soir à 5 heures du matin les jours de semaine ainsi que les week-ends. En effet, les auteurs de coupes illégales, pour ne pas être repérés, travaillent essentiellement la nuit ou lors des jours de congé.

L'interdiction minière sonne le glas de deux projets d'exploitation aurifère de compagnies canadiennes. Pacheco a annoncé qu'il préfère négocier une compensation aujourd'hui avec les compagnies affectées plutôt que leur permettre d'entreprendre leurs activités, et de devoir financer le rétablissement écologique du site plus tard. Pour l'essentiel, la réaction des groupes environnementaux à ces décisions a été positive. Stella Bastidas, du Sierra Legal Defense Fund s'est ainsi félicitée que "le gouvernement du Costa Rica veuille faire les choses différemment, en tirant avantage de ce qu'ils ont à satiété, leur nature".

### ***Augmentation de 26 % de la pollution de l'eau aux Etats-Unis et au Canada***

Par Elizabeth Bast

La pollution industrielle déversée dans les rivières, les lacs et les ruisseaux aux Etats-Unis et au Canada a augmenté de 26 % entre 1995 et 1999, selon un rapport rendu public en mai par la Commission (intergouvernementale) pour la coopération dans le domaine de l'environnement (CCE). Le rapport souligne en revanche que les émissions polluantes dans l'air sont en régression. En 1999, les Etats-Unis émettaient 90 % des émissions toxiques des deux pays.

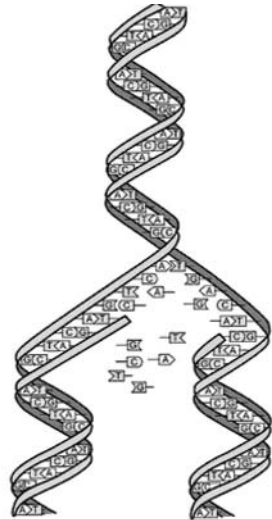
Cette commission tripartite (Canada, USA et Mexique) établie pour se pencher sur les problèmes environnementaux sur le continent, s'est servi pour son étude du répertoire des "émissions polluantes et des transferts enregistrés" - l'Inventaire des produits toxiques émis, publié par l'Agence américaine de protection de l'environnement, et l'Inventaire canadien des polluants émis - afin d'analyser les émissions toxiques des deux pays. Le système du Mexique étant volontaire, et les déclarations des émetteurs incomplets pour ce pays, son inventaire ne fut pas inclus dans cette compilation.

Cette pratique des inventaires nationaux des rejets polluants se généralise rapidement dans le monde depuis quelques années, sous la pression publique, au nom du droit des populations à connaître les substances dangereuses produites par les industries locales. Les organisations, des ONG à la Banque mondiale, encouragent aujourd'hui la diffusion publique de ces informations, pour renforcer le pouvoir des citoyens, en particulier dans les communautés les moins fortunées. L'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), une entité faisant la promotion des échanges dans 30 pays industrialisés, a donné pour directive à ses membres la publication d'inventaires depuis 1996. 11 pays font maintenant de telles compilations, et huit autres se préparent à faire de même. Bien que les déclarations d'émissions se multiplient, différentes méthodes servent à leur établissement, ce qui rend les comparaisons hasardeuses et même inexactes. Ainsi les Etats-Unis déclarent-ils 643 produits chimiques, contre 245 pour le Canada. Cependant, l'un des produits chimiques non-inclus dans la liste états-unienne, l'hydrogène sulfuré, représentait près de 70 % des émissions canadiennes en 1999.

Les gouvernements membres de la CCE ont résolu récemment de standardiser davantage la récolte d'information et la manière de la rapporter. L'Inventaire américain de l'année 2000, rendu public en mai, montre une régression des émissions, en baisse de 8 % par rapport à 1999. Les compagnies minières, les compagnies manufacturières et les entreprises engagées dans la production d'électricité étaient parmi les plus polluantes en 2000, produisant 95% des rejets. L'industrie minière était la principale responsable, produisant 47% des produits toxiques émis.

## **La recherche génétique ne bénéficie pas aux pays en développement**

Par Radjika Sarin



Projet du génome humain DOE

Un nouveau rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tire la sonnette d'alarme: les pays en développement ne sont pas positionnés pour profiter des recherches actuelles dans le domaine du génie génétique. Selon le rapport, une meilleure compréhension de la composition génétique des pathogènes, des vecteurs de maladies et de l'être humain, pourrait mener au développement de traitements et de vaccins pour plusieurs des maladies qui frappent les pays en développement. Mais l'influence croissante des intérêts commerciaux sur les orientations de la recherche détourne les scientifiques des besoins sanitaires des populations les plus pauvres.

Le rapport "La Génomique et la santé dans le monde" souligne par ailleurs que la recherche génétique ne devrait pas se faire au détriment des pratiques médicales conventionnelles, comme les recherches épidémiologiques, les mesures de santé publique, et

les soins cliniques. Dans plusieurs pays, les soins de base souffrent déjà d'un manque chronique de financement, et la recherche génétique, avec des résultats incertains, pourrait s'approprier des ressources financières déjà limitées. La création d'un moustique génétiquement modifié ayant une capacité amoindrie à transmettre les parasites causant la malaria, par exemple, a été présentée comme une possibilité pour éradiquer la maladie. Mais l'édition de la revue Nature du 23 mai souligne que la recherche n'en est qu'à ses débuts et qu'elle est sans garantie de succès.

Le rapport met en garde contre des technologies génétiques qui progressent sans mesures de sécurité internationales et en l'absence de toute réglementation éthique. Faute d'éducation, et/ou du consentement d'un public suffisamment informé, la sélection sur des bases génétiques pourrait mener à la stigmatisation et à la discrimination dans l'attribution des emplois ou dans le domaine de l'assurance maladie (voir notre dernier numéro de juillet et août, "Au-delà du clonage"). Selon l'un des auteurs du rapport, le professeur Dan Brock de l'Université Brown, "les pays en développement risquent de ne pas profiter des bénéfices de la recherche sur le génome, tout comme ils furent laissés à la traîne de la révolution informatique durant les années 1980 et 1990, lorsque se creusa ce qu'on a appelé le 'fossé numérique'". De nombreux pays n'ont les moyens techniques ni d'accéder à la grande quantité de données génétiques emmagasinées dans les banques de données publiques, ni de procéder à leur analyse. Seul l'accroissement de ces capacités permettrait aux pays en développement de répondre aux préoccupations de santé locales ou de faire équipe avec des chercheurs d'autres pays pour affronter des maladies telles que la malaria avec des moyens appropriés.

Pour promouvoir un accès plus équitable à la santé, le rapport recommande de créer une recherche centralisée et une organisation pour le développement, le "Fonds de recherche planétaire pour la santé". Avec la coopération de pays riches et de l'industrie pharmaceutique, ce fonds collecterait et débourserait 3 milliards de dollars annuellement pour l'étude des maladies affectant les plus démunis. Mais selon le Dr Tikki Pang, directeur à l'OMS du Programme Politique de Recherche et de Coopération, obtenir des pays développés et du secteur privé qu'ils paient davantage attention aux maladies en provenance du monde en développement sera "une tâche difficile". Bel euphémisme...